

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Argentine-Colonialisme-mental>

Argentine Colonialisme mental

- Argentine -

Date de mise en ligne : mercredi 25 mars 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Il est toujours péremptoire de libérer la politique, l'école, le collège, l'Université, de tout colonialisme mental, parce qu'une telle soumission a pour effet dans nos pays la reddition de notre économie, politique, culture. (Manifesto Liminar. Réforme Universitaire. 1918).

La crise mondiale actuelle n'est pas simplement économique ou financière ; elle traduit un changement d'époque qui met fin au cycle historique de la Révolution Industrielle et de l'Âge Contemporain. Son ampleur et sa nature obligent à penser des réponses créatives devant un tel échec, qui évoque les grandes crises de 1873 à 1895 et celle des années trente.

Il s'agit aussi maintenant d'une crise de surproduction à cause de la faiblesse de la demande, dont l'origine se situe dans la polarisation de la richesse mondiale : 20 % des secteurs les plus riches concentrent 87% des revenus.

La globalisation néolibérale a exacerbé pendant les dernières décennies cette polarisation, générant une immense masse de population en trop qui dépasse les 2500 millions de personnes sur la planète. De nouveaux pôles économiques comme la Chine et l'Inde ont commencé à se disputer les marchés, que dominaient jusque dans années 80 les États-Unis, l'Union Européenne et le Japon, posant des problèmes de surproduction faute d'un manque de redistribution de la richesse, pour garantir la demande internationale correspondante. Cette surproduction aurait amené les capitaux financiers -qui ne trouvant pas d'opportunités d'investissement dans l'économie réelle- à se diriger vers une spéculation sans limites.

Pendant plus de vingt ans, l'économie mondiale a grandi sur la base fictive d'une évaluation financière reposant sur de la monnaie de singe- *actions, des futures, sub-prime, hedge funds* et autres - dépourvue de tout fondement : vers 1983 le montant total des actifs financiers disponibles était équivalent au produit mondial ; mais à la fin de 2007, il s'était accru de 1800%, grâce à cette spéculation.

La résistance des États-Unis à accepter leur déclin en tant que leader économique, financier et militaire du système impérial capitaliste se traduit par une dette gigantesque qui désintègre le soutien supposé d'une économie puissante à ces monnaies de singe.

Au début de 2008, le total de sa dette publique et externe dépassait les 21 billions de dollars -presque deux fois le produit national brut de 13 billions- à cela s'est ajoutée la dette privée de la population, encore 14 billions : 35 billions équivalents à 50 % du produit national brut mondial, qui en 2007 tutoyaient les 60 billions.

L'implosion en septembre 2008 a révélé cette extraordinaire farce ; parce que les valeurs réelles des diverses monnaies de singe sont nettement moindres : ainsi, des experts admettent que, en peu de mois, les actifs du Citigroup ont été réduits à 10%.

Le caractère civilisationnel de la crise est lié aux impacts de la Révolution scientifico-technique, cependant les technologies de pointe requièrent 75% en moins de temps de travail pour la majorité des travaux dans différents domaines d'activité économique et sociale.

La filiale de Ford en Argentine est un exemple : son gérant déclarait avec fierté que, grâce aux robots, ils produisaient avec deux mille cinq cents personnes ce qu'on produisait dans les années soixante-dix avec douze mille travailleurs : ce qui s'appelle une reconversion technologique sauvage. C' est que les robots ne se fatiguent

pas, ne s'arrêtent pas pour manger, ne font pas de grèves, mais ils n'achètent pas non plus de voitures ; ne parlons pas des capacités d'achat des milliers de travailleurs licenciés.

Etendue à tous les secteurs industriels, services, communications, finances, échanges portuaires, secteur rural et à d'autres secteurs - vu son caractère invasif - la reconversion sauvage s'est accélérée au cours des vingt dernières années. Cependant, cette diminution du temps de travail ne résout pas nécessairement le licenciement des personnes : l'alternative est de diminuer encore la journée de travail et garder l'ensemble des travailleurs avec des salaires dignes.

Cette dernière option s'est imposée face à la crise des années trente et spécialement entre 1945 et 1973, quand la journée a massivement baissé de 72 heures hebdomadaires au début du XX^{ème} siècle à 40 heures : une baisse de 45%, qui a coïncidé avec les niveaux les plus élevés de croissance de l'économie internationale. Si nous sommes devant une crise de surproduction faute de demande, la clé est une redistribution à grande échelle de la richesse et non l'apport de fonds considérables aux principales banques et aux groupes responsables de la catastrophe, ajoutés à des licenciements massifs : tentative vaine d'éteindre le feu avec de l'essence.

Dans ce contexte, les décisions du gouvernement sur le TGV et Aerolineas Argentinas doivent être évaluées. Un projet national et d'intégration latinoaméricaine autonome, depuis une vision critique du colonialisme mental-et de notre incapacité congénitale- de concevoir des alternatives précisément inverses à celles du kirchnerisme et aux partis d'opposition de droite. Il s'agit de dépasser la domination du modèle agro-minier-exportateur, qui tend à nous laisser hors de l'histoire. Parce que si l'Argentine et l'Amérique Latine n'abordent pas le développement des connaissances et des technologies de pointe, elles sont condamnées à produire des bougies quand l'électricité est déjà arrivée.

Face au TGV français qui endette le pays pour au moins trente ans et impose une dépendance technologique à la France, opposons le « Train pour Tous », avec une production locale de locomotives, de rails, de wagons et tous les biens nécessaires, ce qui créerait des dizaines de milliers de postes de travail, en plus de l'effet multiplicateur dans la production de biens de production et dans les économies internes.

Dans le cas de Aerolineas argentinas, il n'est pas raisonnable de nous endetter pour plus de 3milliards d'euros en faveur d'Airbus, multinationale européenne, et de renforcer la dépendance technologique, par l'achat d'avions du à l'extorsion immonde du Groupe Marsans. Et ainsi, la nationalisation de l'usine aéronautique de Cordoba la convertirait en simple atelier mécanique de maintenance. En revanche, nous proposons un système provisoire de *leasing*, pendant le temps nécessaire pour mettre en place la coproduction avec la société brésilienne Embraer et la chilienne Enaer, aux côtés d'autres pays du continent, utilisant le capital disponible dans la reconstruction effective de notre industrie aéronautique nationale : un projet orienté vers le développement du potentiel scientifico-technique de l'Amérique Latine, condition inéluctable de sa souveraineté. Au sein de l'Unasur, cela permettrait d'inclure Aerolineas Argentinas dans la création de Lignes Aériennes Latinoaméricaines - avec des avions latinoaméricains- afin d'assurer les routes internationales.

Pour ceux affectés par le colonialisme mental qui doutent de cette possibilité, on peut leur rappeler que l'entreprise publique Invap -dépendant de la Commission Nationale de l'Énergie atomique et de la province du Río Negro- a gagné les appels d'offres internationaux contre Siemens (malgré leurs pots de vin), contre General Atomic et d'autres Multinationales de même envergure : tandis qu'Obama lance la consigne *buy american*, le gouvernement argentin proclame achetez français.

L'histoire exhibe avec des chiffres sans appel le rôle des investissements et des capitaux financiers externes dans Notre Amérique. Après une décennie d'Alliance pour le Progrès, en 1969 les ministres des affaires étrangères latino-américains ont démontré au président Nixon que pour chaque dollar investi dans le continent, les États-Unis

en avaient emporté trois.

Dans une réunion épiscopale réalisée au Mexique, les évêques ont dénoncé que l'Amérique Latine avait payé entre 1981 et 1990, la somme de 418.000 millions de dollars, seulement au titre des intérêts, pour une dette initiale de 80.000 millions.

Le pillage encouragé par le FMI et la Banque Mondiale pendant les années 90 a multiplié plusieurs fois ces montants, avec les privatisations, le traitement de la dette ou la fuite des capitaux : la dette au Club de Paris et les accords du même type font partie de ce processus. Si le comportement délictueux de ces capitaux financiers a mené à la chute de Wall Street et des économies de l'Union Européenne et du Japon, si le financier Madoff a volé ses économies à Henry Kissinger lui même, imaginons leurs activités dans ce continent.

Des raisons qui obligent à réviser la légitimité de la dette et les privatisations en Amérique Latine, comme le font le Venezuela, l'Équateur et la Bolivie, avec la propre complexité de ces défis, en affrontant le colonialisme mental sans double discours.

Página 12 -»<http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-122066-2009-03-25.html>]. Buenos Aires, le 24 mars 2009.

Sociologue, membre de Proyecto Sur.

[Traduction de l'espagnol pour El Correo de : Estelle et Carlos Debiasi